PS

l'hebdo des socialistes

N°826

DU 11 AU 17 JUIN AU 2016

PARTI SOCIALISTE.FR
@PARTISOCIALISTE

1,5 €

Entre **réussite** et **contestation**

SUPPLÉMENT

Retrouvez les discours du meeting du 8 juin 2016

#ProgSocial

LOI TRAVAIL:
FACE AUX RÉGRESSIONS DE LA DROITE SÉNATORIALE,

DÉFENDONS LE PROGRÈS SOCIAL

© Mathieu Delmestre

Dans l'Yonne Républicaine du 5 juin, le Premier secrétaire résume notre situation ainsi : *« Tous les indicateurs sont passés au vert, le redressement du chômage, les capacités des entreprises, la consommation des ménages... Il y a là des faits qui marquent un mieux pour la France. Mais de l'autre côté, nous ressentons une amertume, une colère, une incompréhension. Nous sommes dans cette situation entre réussite et contestation. »*

Démontrer que le pays se redresse tout en écoutant ce que les Français nous disent. Voilà aujourd'hui le rôle du militantisme socialiste. *« Je travaille au rassemblement de l'ensemble de la gauche par une primaire de toute la gauche ou par une belle alliance pour essayer de faire le meilleur score possible au premier tour. Hier, il fallait se rassembler au deuxième tour, aujourd'hui, il faut y être »* a rappelé Jean-Christophe Cambadélis.

Ce rassemblement passe par le dépassement du parti avec le mouvement de la Belle Alliance Populaire *(BAP)* composé d'écologistes, de démocrates, de radicaux, de socialistes, de syndicalistes, d'associatifs ou de simples citoyens. La BAP tenait son séminaire les 3 et 4 juin. Un grand rassemblement est programmé le 2 juillet pour poser la base d'un texte commun des progressistes qui veulent avancer.

Autre moment fort dans la période, le meeting du 8 juin a rassemblé plus de 500 socialistes pour insister sur le clivage entre la gauche et la droite notamment avec des Sénateurs de Droite proposant une loi travail 3 qui porte atteinte au dialogue social. L'offensive est menée sur le déploiement d'une vision à gauche de la France. De la contestation peut naître l'écoute dans le même temps que de la pédagogie nait la réalité de la réussite.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

76,9 % ***Les Suisses ont dit NON à une très large majorité au salaire minimum dans leur pays. Dimanche 5 juin, ils ont donc répondu massivement contre la création d'un revenu de base pour tous (proposé à 2 260 euros) à la suite d'une initiative populaire portée par un groupe de citoyens. Ceci quatre ans après avoir rejeté une proposition de loi qui proposait le passage de 4 à 6 semaines de congés payés.***

ITALIE

SITUATION À RISQUE POUR RENZI

© D.R.

Le premier tour des élections municipales en Italie a confirmé la tendance selon laquelle le Mouvement 5 Étoiles *(M5S)* fondé par Beppe Grillo s'installe comme deuxième force dans le pays, devant la droite « post-berlusconienne ». Ces élections concernent 1 300 communes – dont Rome, Milan, Turin et Naples. Elles constituent le plus grand test électoral pour Matteo Renzi depuis la victoire du Parti démocrate *(PD)* aux élections européennes de 2014 auxquelles il avait obtenu 42 % des voix, une des rares victoires de la social-démocratie en Europe.

« LE MOUVEMENT 5 ÉTOILES ITALIEN EST ALLIÉ À L'UKIP, INDÉPENDANTISTE BRITANNIQUE. »

Le Parti démocrate au pouvoir doit affronter une situation économique qui s'est dégradée, alors que le pays est également confronté au défi des réfugiés. Les Italiens peinent à voir les effets de la reprise. Il est vrai que la situation de l'économie italienne, malgré une récente amélioration, reste préoccupante. Avec un niveau du PIB inférieur de 9 % à celui de 2008 et une production industrielle de 6 % inférieure à celle de 2010. Pour les Italiens, la crise n'est pas terminée et le triomphalisme de Matteo Renzi agace, fortement.

Depuis le 1er avril, pas un jour ne se passe, en effet, sans qu'un élu du centre-gauche ne soit dans le collimateur de la justice.

Matteo Renzi a un autre rendez-vous cette année. Une réforme institutionnelle attendue de longue date qu'il veut faire adopter par un référendum le 10 octobre prochain. Cette réforme contient notamment une moindre autonomie pour les régions et un rôle secondaire du Sénat. Classiquement, ce référendum pourrait prendre des allures de plébiscite « pour ou contre » Matteo Renzi. En cas d'échec, des élections anticipées pourraient se profiler dans la pire des situations pour le PD qui fixe à 40 % la majorité à l'assemblée. Cette perspective, possible alors pour le PD, semble désormais s'éloigner. Si aucun parti ne fait 40 % des voix, il y a un second tour entre les deux partis arrivés en tête au premier tour. Le vainqueur de ce ballotage emporte la majorité absolue des sièges à la chambre des députés. Or, selon une récente enquête, le Mouvement 5 Étoiles l'emporterait largement devant le PD au deuxième tour avec 52,7 % des voix, ce qui rend possible un Président du Conseil issu des rangs du M5S qui demeure, malgré les scandales, un parti attractif. Il est allié à UKIP *(Indépendantistes britanniques)* au Parlement européen.

La probabilité du recul du PD existe, quelle que soit l'issue du deuxième tour des élections municipales dans lesquelles le PD peut perdre des villes comme son fief historique de Bologne, Rome, Naples ou Turin, dont le maire, Piero Fassino, ancien secrétaire général des Démocrates de gauche, l'ancêtre du PD, est en ballotage défavorable.

Par ailleurs, aujourd'hui, les Eurosceptiques sont très nombreux en Italie. Les enquêtes montrent que l'Italie serait le pays de la zone euro avec la plus forte proportion d'électeurs souhaitant quitter l'union *(48 %)*.

–

Par Pierre Kanuty

© AFP/Christophe Petit-Tesson

COMMUNES : FRANÇOIS HOLLANDE DESSERRE LA CEINTURE DES MAIRES

Lors du Congrès des Maires, le Président de la République a annoncé jeudi 2 juin la diminution de moitié de l'effort demandé aux communes. Ainsi, le Chef de l'État a étalé sur deux ans la baisse des dotations prévue en 2017. « *J'ai voulu*, a indiqué François Hollande, *pour l'année qui est encore celle de mon mandat faire en sorte qu'au lieu de deux milliards en moins de dotations, il n'y en ait plus qu'un milliard pour le bloc communal.* »

Une loi spécifique relative à la réforme de la Dotation globale de fonctionnement *(DGF)* qui devait à l'origine être intégrée à la loi de finances 2017 sera votée. Un observatoire des finances et de la gestion publique locale sera mis en place à l'automne. En outre, l'automatisation de la gestion du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée *(FCTVA)* assure une simplification renforcée dans la relation entre l'État et les communes. Le Président de la République a indiqué en outre que les incitations financières au regroupement en « communes nouvelles » sont prolongées jusqu'à la fin de l'année.

« PÉRENNISATION DE L'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DES COMMUNES POUR LA MISE EN PLACE DES NOUVEAUX RYTHMES SCOLAIRES. »

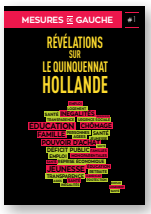
« *Parce que c'est maintenant qu'il faut investir* », le fonds d'investissement d'urgence dégagé pour 2016, sera reconduit en 2017 et porté à 1,2 milliard d'euros. « *Sur cette nouvelle enveloppe, 600 millions seront consacrés aux priorités que l'État partage avec les communes en matière d'investissements, transition énergétique, logement, accessibilité des bâtiments, et 600 millions pour les petites villes et la ruralité* », a-t-il détaillé.

Enfin, l'accompagnement financier des communes pour la mise en place des nouveaux rythmes scolaires est pérennisé. « *J'ai considéré, dans l'état actuel de nos finances publiques, que ce que je pouvais faire était ce que je pouvais honorer* », a-t-il ajouté reconnaissant que la situation des communes était « *tendue et même insupportable pour certaines* » d'entre elles. Les collectivités ont participé, comme les ménages, au redressement du pays. La situation s'améliore, les indicateurs passent au vert.

–

Par Christophe Disic

BRÈVE DE LA SEMAINE



MESURES DE GAUCHE #1

Un tract de 4 pages est en train d'être distribué dans chaque fédération du PS. Intitulé « Mesures de gauche #1 », ce document fait plusieurs « Révélations sur le quinquennat Hollande » mettant à mal les préjugés ou fausses informations notamment portées par la droite. En un coup d'œil, chacun pourra mesurer les avancées sociales de la gauche depuis 2012. Il est également consultable sur www.parti-socialiste.fr.

BELLE ALLIANCE POPULAIRE

ÉBAUCHE D'UN PROGRAMME COMMUN IDÉOLOGIQUE

© Mathieu Delmestre

Les 3 et 4 juin, écologistes, démocrates, radicaux, socialistes, syndicalistes, associatifs ou citoyens, une centaine d'initiateurs de la Belle Alliance Populaire (BAP), se réunissaient en séminaire à Paris. Tout le monde s'accorde à dire que *« L'élection présidentielle n'est pliée pour personne »*. Quatre débats ont rythmé ce séminaire.

NOUVEAUX RÉCIT À GAUCHE ET REPÈRES POLITIQUES DE LA JEUNESSE

« L'état de la société et de l'opinion » a ouvert le séminaire avec Jean-Daniel Levy, Directeur du Département Politique & Opinion chez Harris Interactive, et Gilles Finchelstein, Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès. En 2012, l'élection présidentielle reposait sur une volonté de réduction de la dette et la préservation des services publics et du poids de l'État. Si bien qu'il ne faut pas commettre l'erreur de croire que le clivage gauche-droite a disparu. Ainsi, pour repenser démocratie, identité, égalité, nous devons bien comprendre que la guerre de position doit s'arrêter. C'est la guerre de mouvement qu'il faut engager.

CONSTRUIRE UN RÉALISME ÉCOLOGIQUE POPULAIRE

Le deuxième débat sur *« L'avenir de la social écologie »* était animé par Raphaëlle NDaw *(Secrétaire générale adjoint d'Écologistes !)*. Il en ressort que la social écologie est le vecteur d'une renaissance de la gauche. L'écologie doit tomber dans le domaine commun et produire du commun. *« La social écologie n'est pas un espace réservé et doit devenir populaire. »* Cette écologie ne doit être ni punitive, ni de rupture. Comme il y a un réalisme de gauche, il faut construire un réalisme écologique et penser la transition écologique. L'Europe est l'espace de cette social écologie.

PASSER DE L'EUROPE DES CONTENANTS À L'EUROPE DES CONTENUS

Le troisième sujet *« Le Brexit et le devenir de l'Europe »*, animé par Jean-Luc Sauron, haut fonctionnaire chargé des affaires européennes, a fait ressortir que l'Europe reste le meilleur appui pour la nouvelle convergence des gauches et des écologistes. Le référendum britannique est une menace de plus qui plane. Or le progrès, la social écologie, la démocratie ne peuvent s'exercer pleinement dans un seul pays. Il faut donc passer de l'Europe des contenants à l'Europe des contenus quel que soit le résultat du referendum britannique.

UNE NOUVELLE DÉMOCRATIE SOCIALE À LA FRANÇAISE

Le dernier débat sur *« Les nouvelles relations sociales »* était animé par Alain Olive, ancien secrétaire général de l'Unsa, Jacky Bontems, ancien secrétaire général adjoint de la CFDT et Jean Grosset, conseiller social auprès du Premier secrétaire du PS. La controverse sur la loi Travail, pour la gauche politique et syndicale, est l'occasion d'une clarification en profondeur tant pour celles et ceux qui s'arc-boutent sur le compromis social de l'après-guerre, passé dans un cadre national, que pour des forces désireuses de revisiter ce compromis en l'intégrant dans une économie mondialisée. Cette démocratie sociale à la française doit se construire sur un compromis dynamique entre le capital et le travail source d'intérêt pour la compétitivité des entreprises et la défense des salariés.

PROCHAIN RENDEZ-VOUS
de la Belle Alliance Populaire : Grande assemblée nationale samedi 2 juillet
PLUS D'INFOS SUR
https://www.labellealliancepopulaire.fr/

–

Par Christophe Disic

YONNE : UNE FÊTE DE LA ROSE DEVENUE FÊTE DE LA BAP LOCALE

© Mathieu Delmestre

Dimanche 5 juin, Jean-Christophe Cambadélis, Rachid Temal, secrétaire national chargé de la coordination et de l'organisation et Mattias Fekl Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger, se sont rendu à Irancy dans l'Yonne pour la Fête de la Rose de la fédération. Accueillis dans une ambiance « accordéon » sur des airs de 1936, les militants avaient ornés la salle aux couleurs de la Belle Alliance Populaire. Guy Paris, secrétaire de section d'Auxerre, Stéphan Podor, maire d'Irancy, Guy Ferez, maire d'Auxerre, Nicolas Soret, Conseiller départemental, Frédérique Colas, Vice-Président du Conseil Régional et Jean-Yves Caullet, Député, ont rythmé les interventions. Mattias Fekl a tenu à montrer son soutien et celui du gouvernement aux victimes des inondations. Jean-Christophe Cambadélis a réaffirmé ce qu'il avait déclaré la veille dans l'Yonne Républicaine : *« Il faut démontrer que le pays se redresse tout en écoutant ce que les Français nous disent. En se déployant, y compris dans des territoires où les socialistes ne sont pas en situation dominante. La bonne parole doit être portée partout. »*

–

Par Christophe Disic

Cambadélis appelle au « rassemblement »

JEAN-LUC SAURON

HAUT FONCTIONNAIRE CHARGÉ DES AFFAIRES EUROPÉENNES, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE

Propos recueillis par
Christophe Disic

“AU-DELÀ DU POSSIBLE BREXIT, IL Y A UNE CRISE POLITICO-INSTITUTIONNELLE EN EUROPE”

Jean-Luc Sauron a animé le débat *«Le Brexit et le devenir de l'Europe»* lors du séminaire de la Belle Alliance Populaire le 4 juin. Ce professeur de droit européen à l'Université Paris-Dauphine nous explique comment la France peut agir avant, mais aussi après, le référendum britannique du 23 juin.

© Mathieu Delmestre

Qu'arrive-t-il aux Britanniques ?

Ce référendum britannique est le résultat d'un long, très long processus qui a démarré dès le lendemain de leur entrée dans la Communauté économique européenne en 1973. Dès 1975, les dirigeants *(à l'époque du Labour)* avaient organisé un premier référendum et les Britanniques avaient voté à 67 % en faveur de leur maintien dans la CEE. Mais en réalité, ils ont toujours eu une position très périphérique et pas du tout émotionnelle avec l'Europe. Des États comme la France ou l'Allemagne sont émotionnellement investis dans la construction européenne. Ces États ont construit une adhésion quasiment physique comme cela a pu être remarqué à Verdun récemment. Pour les Britanniques cela n'a jamais été émotionnel bien qu'ils aient eux aussi souffert comme tout le monde des deux grands conflits mondiaux. Mais depuis le départ, la seule question qu'ils se posent c'est *«qu'est ce que nous y gagnons ?»*. En outre, leur insularité implique qu'ils se sont toujours considérés comme n'étant pas dans le même espace que l'espace européen continental. Au-delà de l'espace anglo-saxon avec les États unis, ils sont toujours dans l'espace du Commonwealth. Il est dès lors intéressant d'observer comment, par exemple, la Nouvelle Zélande ou l'Australie devraient bouger si les Britanniques sortent de l'UE. Ces pays bougeront en ce que leur accès économique privilégié à l'UE passe par la Grande-Bretagne.

Cela dépasse le cadre territorial de l'Europe ?

Complètement. Je pense que c'est un coup politique pour gagner des élections. L'analyse du volet systémique de la crise n'a jamais été intégrée par les Britanniques. Si bien que, si nous regardons de plus près et dans un contexte mondialisé, le Brexit aurait des conséquences sur les échanges économiques planétaires, et d'abord sur l'organisation des échanges entre les pays anglo-saxons.

Que peut faire la France entre maintenant et le 23 juin finalement ?

François Hollande est reconnu comme un décideur à l'international. Je pense que non seulement la France a une voix mais elle doit l'exercer avant le référendum et bien dissocier finalement ce qui va se passer le 23 juin de la relance européenne. Au-delà du possible Brexit, il y a une crise politico-institutionnelle en Europe centrale et orientale *(Pologne, Hongrie)*. La France prend conscience par étape que si elle reste une grande puissance, elle ne peut faire entendre sa voix de manière forte et efficace qu'en s'adossant à l'Europe. S'il n'y a pas de relance de l'Europe, même le poids de la France dans le monde va s'en ressentir. La France a lancé l'aventure européenne. Elle a, en partie avec les Britanniques et plus que les Allemands, une perception mondiale de son rôle. La France a une ambition mondiale pour l'Europe. Ce que n'ont pas beaucoup d'autres dirigeants européens.

La victoire du Labour à Londres change-t-elle la donne ?

Je suis très content de la victoire de ce candidat qui est de grande valeur. C'est aussi une grande victoire sur la bêtise. Mais cela ne pèsera pas autant sur le référendum. Parce que cette victoire est la traduction de la particularité sociologique de Londres, une ville ouverte sur le monde, une capitale-monde. C'est la réussite finalement du modèle européen. Sadiq Khan s'est fait lui-même. L'Europe c'est un peu ça. Comme dans le modèle français issu de la Révolution française, on ne te demande pas d'où tu viens, mais qui tu es ?

«NOUS N'AVONS PAS D'AVENIR EN DEHORS DE L'ESPACE EUROPÉEN.»

Quelles conséquences pour la France et pour la gauche si les Britanniques sortent de l'UE ?

C'est compliqué. Même aujourd'hui avec les grèves que nous traversons, la France reste un pays attractif. Nous savons déjà que quelques grandes compagnies internationales installées à Londres ont prévu, en cas de Brexit, de transférer leur siège sur le continent. Notre continent reste le point d'équilibre majeur de l'économie mondiale. D'un point de vue beaucoup plus négatif, dans la perspective de la présidentielle française de l'année prochaine, c'est malheureusement la mise en perspective, par ceux qui défendent le repli sur le territoire national qui y gagneront. Je parle de tous ceux qui défendent le *«si on faisait comme la Grande-Bretagne et si on partait»*. Je pense malheureusement qu'il n'y a pas que le FN. D'autres courants sur l'échiquier politique national seront capables d'assumer un tel discours. Ce serait un vrai suicide. Nous n'avons pas d'avenir en dehors de l'espace européen. La solution consiste, de mon point de vue, à avoir un vrai discours sur l'identité européenne. Nous devons bien expliquer que notre savoir-faire économique s'exporte à près de 40 % dans l'espace européen. Mais nous devons aussi rappeler d'autres positions de la France sur les questions de défense et d'actions militaires internationales. La France est crédible aux yeux du monde. Elle doit porter une action forte avant même le référendum. Ceci pourra, il me semble, redonner de la force à la cohésion de l'Europe comme à celle de la France.

10, rue de Solférino, 75333 Paris - Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 77 52 • hebdo@parti-socialiste.fr • **DIRECTRICE DE LA RÉDACTION ET DE LA PUBLICATION** • Olivia Polski • **DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION** • Karine Gautreau • **COORDINATION ÉDITORIALE** • Christophe Disic • **RÉDACTEURS** • Pierre Kanuty, Christophe Disic • **PHOTOGRAPHES** • Mathieu Delmestre, AFP • **MAQUETTE** • Stéphanie Zoete • **FLASHAGE ET IMPRESSION** • PGE (94) Saint-Mandé • **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 1118P11223 • **ISSN** 127786772 • "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 22 000 exemplaires

PS

SUPPLÉMENT AU N°826

DU 11 AU 17 JUIN AU 2016

PARTI SOCIALISTE.FR
@PARTISOCIALISTE

1,5 €

l'hebdo des socialistes

PS SOCIAL-ÉCOLOGIE

LOI TRAVAIL:
FACE AUX RÉGRESSIONS
DE LA DROITE SÉNATORIALE,
DÉFENDONS LE PROGRÈS SOCIAL

#ProgSocial

SUPPLÉMENT MEETING

Le progrès est un combat

© Mathieu Delmestre

Mercredi 8 juin, 500 militants assistent à la réaffirmation du progrès social dans les mesures prises par le gouvernement depuis 2012. La Loi Travail est au cœur d'un meeting qui mobilise sur les valeurs de gauche et décrypte les stratégies de la droite et de l'extrême droite. Nicole Bricq, sénatrice et ancienne ministre, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, et Porte-parole du gouvernement, Myriam El Khomri, Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti socialiste, et enfin, Manuel Valls, Premier ministre, enchaînent les discours.

Le clivage gauche-droite existe. Le Parti socialiste y joue un rôle essentiel. *«Le problème de la France, c'est la droite»*, a insisté Jean-Christophe Cambadélis, fustigeant les candidats à la primaire de la Droite qui mènent un *«concours Lépine des mesures libérales et un véritable concours Le Pen des mesures identitaires»*.

Ce meeting intervient au moment où la Droite sénatoriale tente de réécrire la Loi Travail pour en faire un texte à la faveur uniquement du patronat et des actionnaires. Alors que la mouture proposée par le gouvernement est équilibrée, issue d'un compromis et améliore fondamentalement la protection des salariés et le dialogue au sein des entreprises. Le combat politique ET médiatique continue pour la défense du progrès social.

NICOLE BRICQ

Camardes et amis,
Ma très courte intervention est en préambule des celles prestigieuses qui vont suivre.

C'est la qualité de parlementaire qui commande cette intervention parce qu'il ne vous a pas échappé qu'après l'Assemblée nationale, le texte arrivait au Sénat. Il arrivait avec l'interrogation de ceux qui ne pouvaient positionner ce texte sur l'échiquier politique : ce texte est ce qu'il est à droite ? Est-il de gauche ? Mais là je crois que les doutes sont levés avec le travail de sape qui a commencé et ce n'est pas fini puisque nous attaquons la séance la semaine prochaine dès lundi.

« ON VOIT QUE LA DROITE EST NON SEULEMENT EN RÉACTION MAIS ELLE EST EN RÉGRESSION. »

On voit que la droite est non seulement en réaction mais elle est en régression. Alors je ne vais pas vous énumérer la liste des méfaits mais je vais vous en citer trois qui à mes yeux sont emblématiques.

« JE VOULAIS AUSSI SIGNALER DANS UN DEUXIÈME TEMPS LE TRAVAIL ACHARNÉ QUI EST MENÉ À L'ENCONTRE DE TOUS LES NOUVEAUX DROITS DE TOUS LES SALARIÉS NOTAMMENT CEUX QUI SONT OUVERTS AU TITRE DU COMPTE PERSONNEL D'ACTIVITÉ. »

Le premier c'est la fin des 35h et surtout du paiement des heures supplémentaires à partir de l'horaire légal. Ca vous l'avez vu et entendu.

« SURTOUT PAS DE GÉNÉRALISATION DE LA GARANTIE JEUNE QUI A ÉTÉ QUAND MÊME SALUÉE COMME UNE AVANCÉE À L'ÉGARD DE CETTE POPULATION QUI SOUVENT PAYE LE PRIX FORT DE LA FLEXIBILITÉ. »

Mais je voulais aussi signaler dans un deuxième temps le travail acharné qui est mené à l'encontre de tous les nouveaux droits de tous les salariés notamment ceux qui sont ouverts au titre du Compte personnel d'activité. Là, ils ont du mal a comprendre ce que c'est de favoriser l'autonomisation des travailleurs, de favoriser la qualification en face des grandes mutations du travail.

Et le troisième ensuite qui est emblématique c'est stop à la garantie jeune. Surtout pas de généralisation de la garantie jeune qui a été quand même saluée comme une avancée à l'égard de cette population qui souvent paye le prix fort de la flexibilité.

C'est clair la droite à dénaturé le texte et je crois qu'au-delà de la riposte que nous devons affirmer contre la droite et nous allons batailler bien sur pendant plusieurs semaines, je voudrais vraiment saluer l'initiative prise par le Premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis et le parti et par le Premier ministre, Manuel Valls pour nous rassembler ce soir. Parce que je crois que le moment est vraiment bien choisi.

Et Stéphane me le permettra puisqu'il va intervenir, je voudrais vraiment saluer Myriam El Khomri *(applaudissements nourris de la salle)*. Il n'est pas facile pour elle de supporter les violences verbales nombreuses et y compris les atteintes à sa vie privée. Ce qui s'est passé ce matin est à mes yeux et aux vôtres inadmissible. On a droit au respect de sa vie privée et quelle que soit sa place dans la société. Je la vois à l'œuvre, son courage bien sûr est salué. Sa compétence et ses convictions que je partage et je ne suis pas seule, si vous êtes là ce soir c'est aussi pour ca. Je voudrais lui dire que dans notre histoire récente, si je prends les 35 dernières années, son nom s'inscrira à la suite de ceux qui ont ouvert des droits dans le dialogue social. Il y aura 1982, 1998 et 2016.

« JE VOUDRAIS VRAIMENT SALUER L'INITIATIVE PRISE PAR LE PREMIER SECRÉTAIRE JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS ET LE PARTI ET PAR LE PREMIER MINISTRE, MANUEL VALLS POUR NOUS RASSEMBLER CE SOIR. »

J'ai cette conviction pour elle mais aussi pour nous. Je veux vous dire, avant de passer la parole, que vous devez être assurés les uns et les autres que cette loi va dans le sens du progrès, sens qui élargit la place du dialogue social, sens qui élargit le mouvement pour l'émancipation des travailleurs. Oui mes camarades, c'est pour défendre une loi de gauche que nous sommes rassemblés ce soir. Assumons-le.

« OUI MES CAMARADES, C'EST POUR DÉFENDRE UNE LOI DE GAUCHE QUE NOUS SOMMES RASSEMBLÉS CE SOIR. ASSUMONS-LE. »

© Mathieu Delmestre

STÉPHANE LE FOLL

Bonsoir à toutes et à tous.

Ce soir c'était important de se réunir. Important de se rassembler, important de soutenir Myriam dans cette bataille qu'elle conduit depuis plusieurs mois. Important de rappeler ce que nous sommes et de rappeler surtout que nous sommes fiers de ce que nous sommes.

« LE MOMENT EST DONC CHOISI POUR SE RASSEMBLER, POUR ÊTRE FIERS, JE LE DISAIS, DE CE QUE NOUS SOMMES ET DE CE QUE NOUS FAISONS. »

Nous sommes à un moment en effet très particulier, contestés par certains à gauche. Depuis ce matin, je partage maintenant avec Myriam ce triste privilège de pouvoir voir des gens qui viennent jusqu'à chez vous, moi le dimanche soir et toi le matin. Des gens qui contestent à gauche et qui nous critiquent.

Et puis il y la droite. La droite, qui elle, avance et qui met sur la table un certains nombres de propositions sur cette loi précisément. Le moment est donc choisi pour se rassembler, pour être fiers, je le disais, de ce que nous sommes et de ce que nous faisons.

« ET BIEN LE MEILLEUR MOYEN DE RENFORCER LA PLACE ET LE PAROLE DES SYNDICATS C'EST DE FAIRE EN SORTE QUE LA NÉGOCIATION SE RAPPROCHE DES SALARIÉS EUX-MÊMES. »

Dans cette loi, il y a eu beaucoup de choses de dites et le débat a porté sur un certain nombre de points particuliers. Fallait-il, avec ce fameux article 2, avancer vers la négociation dans l'entreprise ? Est ce que ce choix qui est fait, cette idée que nous portons dans cette loi d'amener le dialogue dans le entreprise est un choix qui peut être contesté ou qui serait contraire aux valeurs de ce qui devrait être la gauche ? Moi, je dis pleinement et totalement que ce choix est très important à un moment où souvent on entend qu'en France le taux de syndicalisation est très faible, qu'en France la légitimité des syndicats est elle même très faible. Et bien le meilleur moyen de renforcer la place et le parole des syndicats c'est de faire en sorte que la négociation se rapproche des salariés eux-mêmes. Et où sont les salariés si ce n'est dans l'entreprise ?

Qu'on vienne nous dire et nous raconter que c'est au niveau de la branche que se négocient les accords qui s'appliquent ensuite au niveau des entreprises. Mais c'est justifier le fait que la distance entre les syndicats et les salariés est grande.

« POURQUOI SE SYNDIQUER SANS SAVOIR EXACTEMENT CE QUI EST NÉGOCIÉ ? »

Et ce que nous cherchons au contraire, c'est de rapprocher les salariés des syndicats. Pourquoi se syndiquer sans savoir exactement ce qui est négocié ? Se syndiquer dans un entreprise quand un syndicat va s'engager, va négocier, va défendre un certain nombres de droits, de valeurs, prendre en compte aussi, et c'est bien légitime, la situation de l'entreprise. Dans chaque entreprise, dans chaque secteur les choses ont changé. Il est temps qu'on revienne à cette capacité que nous voulons donner à la négociation au sein de l'entreprise. Et ce n'est pas renoncer au contraire c'est avancer. Ce n'est pas reculer au contraire c'est un progrès. Je le disais lorsque les salariés se sentiront soutenus par un syndicat qui s'engage, il y aura à partir de là plus de salariés qui eux aussi s'engageront dans le syndicalisme. Et c'est comme ça que, petit-à-petit, on renforcera le dialogue social. C'est comme ça que, petit-à-petit, on construira un dialogue social à la française à la fois respectueux des grands enjeux économiques de chacune des entreprises et en même temps d'un dialogue qui va permettre de créer du progrès social dans les entreprises et pour les salariés.

« LORSQUE LES SALARIÉS SE SENTIRONT SOUTENUS PAR UN SYNDICAT QUI S'ENGAGE, IL Y AURA À PARTIR DE LÀ PLUS DE SALARIÉS QUI EUX AUSSI S'ENGAGERONT DANS LE SYNDICALISME. »

À tous ceux qui contestent cette avancée. A tous ceux qui ont demandé depuis longtemps de rejeter ce texte, il faut rappeler que dans ce texte, et chacun y reviendra, il y a des enjeux majeurs qui demain seront défendus par les mêmes qui aujourd'hui nous demandent de retirer ce texte. Je pense en particulier à la question de la pénibilité, jamais et pas assez évoquée. Il se trouve que cet après-midi, je rencontrais un salarié des abattoirs. Quelqu'un qui lui, à 35 ans, a été déjà opéré de l'épaule et qui me disait comment pouvons-nous imaginer travailler jusqu'à 65 ans ? Comment peut on imaginer que dans les conditions dans lesquelles nous sommes, on puisse nous demander de travailler jusqu'à 65 ans, proposition de la droite, je vous le rappelle et en particulier d'Alain Juppé.

Et la pénibilité pour lui c'est un enjeu majeur, c'est un choix essentiel, c'est un progrès social. C'est la capacité enfin qui a été demandée depuis des années par tous les syndicats de faire en sorte qu'on soit juste au niveau de la retraite. Que ceux qui ont de travaux pénibles puissent partir plus tôt. Et bien cet enjeu de la pénibilité, il est au cœur du compte personnel d'activité. Il est au cœur de ce progrès qui sera, je vous le dis, demain défendu par les mêmes qui aujourd'hui renonceraient.

Nous, on n'y renoncera pas. Parce que nous, on est comptable aussi de ce progrès social. Nous, on pense à tous ces salariés qui vivent et qui travaillent dans la difficulté parce que nous, on sait ce que c'est le travail dans l'entreprise. Parce que nous, on a fait des choix clairs dès que nous sommes arrivés avec la possibilité de partir à 60 ans quand on a sa durée de cotisation. Respectueux et sérieux de l'équilibre du régime général qui aujourd'hui pour la première fois est arrivé à l'équilibre et en même temps capable de porter le progrès social. C'est ça

l'enjeu politique. C'est ça la question qui est posée.

« IL Y A DES ENJEUX MAJEURS QUI DEMAIN SERONT DÉFENDUS PAR LES MÊMES QUI AUJOURD'HUI NOUS DEMANDENT DE RETIRER CE TEXTE. »

Et quand on a un certain nombre de gens de gauche qui viennent nous faire un procès en traitrise, ça a déjà existé dans l'Histoire, ces procès. Nous, il faut qu'on revendique et qu'on leur dise que lorsque sous une majorité précédente on a supprimé la formation des professeurs pour l'éducation nationale ; lorsque on a réduit la durée dans la semaine des élèves face à leur professeur de 4 jours et ½ à quatre jours : ces gens qui aujourd'hui manifestent contre nous en nous accusant de ne pas être de gauche où étaient-ils quand il y avait des régressions aussi fortes ?

Et où sommes nous, nous aujourd'hui ? Si ce n'est d'avoir remis le budget de l'éducation comme le premier budget de la Nation. Si ce n'est d'avoir remis en place la formation des professeurs. Si ce n'est d'avoir redonner du temps aux professeurs pour lutter contre l'échec scolaire. C'est ça la gauche. Nous sommes la gauche et l'on doit refuser tous les jours ceux qui viennent nous faire un procès. On doit au contraire revendiquer ce ne nous faisons et ce que nous sommes.

« CES GENS QUI AUJOURD'HUI MANIFESTENT CONTRE NOUS EN NOUS ACCUSANT DE NE PAS ÊTRE DE GAUCHE OÙ ÉTAIENT-ILS QUAND IL Y AVAIT DES RÉGRESSIONS AUSSI FORTES ? »

Et pendant ce temps-là, eux oublient toujours. Ils oublient souvent que la droite elle, elle avance ses propositions. Au dernier Congrès des maires, on a le président de l'association des maires de France qui a fait beaucoup d'interviews. Pour dénoncer le procès de l'Etat qui, en baissant les dotations, serait celui qui viendrait couper les capacités d'investir aux communes de France. Mais dans le même temps, Monsieur Baroin, lui, soutient un candidat à la primaire. Et ce candidat, il a décidé d'aller très loin comme les autres d'ailleurs. François Fillon : c'est 110 milliards d'économie. Alain Juppé : c'est 100 milliards d'économie, juste pour essayer d'ajuster le système. Nicolas Sarkozy, c'est la même chose. Et ceux-là, ils vous disent qu'aujourd'hui c'est nous qui remettrions en cause l'équilibre des finances des collectivités publiques ?
Surtout que lorsqu'ils disent qu'ils vont faire 100 milliards d'économie, ils disent bien entendu surtout on ne touchera pas à la police, surtout pas la gendarmerie, oui c'est vrai la sécurité, la justice, qu'on touchera pas aux dépenses militaires… Mais alors où iront-ils chercher ces 100 milliards ?… Dans le modèle social et aussi chez les collectivités locales.

« MAIS ALORS OÙ IRONT-ILS CHERCHER CES 100 MILLIARDS ?… DANS LE MODÈLE SOCIAL ET AUSSI CHEZ LES COLLECTIVITÉS LOCALES. »

D'ailleurs, Bruno Le Maire ne s'est pas gêné lui. Il a dit qu'il allait supprimer la fonction publique territoriale, comme ça au moins il a mis sur la table une proposition claire et simple à comprendre. Il faudrait que là aussi nous soyons sur le recul ? Que là aussi on se laisse bousculer sans rappeler ce que veut la droite ? Ce que souhaite la droite et ce qu'elle a mis sur la table ?

Et sur la loi de Myriam El Khomri, c'est très clair, le Sénat a fait son travail : fin des 35h, retour aux 39h, fin des délégués syndicaux et du CHSCT dans toutes les entreprises de moins de 50 salariés, fin et renégociation des heures supplémentaires laissées librement au choix dans l'entreprise. C'est ça ce que veut la droite. C'est ça qu'elle a fait comme choix et c'est ça qu'elle porte comme projet.

« NOUS AVONS FAIT LE CHOIX DE SOUTENIR NOS ENTREPRISES. D'AVOIR CETTE FORCE ÉCONOMIQUE QUI PERMET JUSTEMENT DE GARANTIR LE PROGRÈS SOCIAL ET LES ACQUIS SOCIAUX. »

Nous voulons que la France soit dans l'Europe. Nous voulons que la France soit dans le monde. Nous avons fait le choix de soutenir nos entreprises. D'avoir cette force économique qui permet justement de garantir le progrès social et les acquis sociaux. Mais nous n'avons pas fait le choix de casser notre modèle social. Au contraire, nous avons fait le choix de le renforcer, de l'adapter certes, mais de le renforcer. J'évoquais la question de retraites tout à l'heure et des départs à 60 ans. Nous sommes ceux qui tenons à la fois le sérieux qui permet de redresser un pays comme la France tout en garantissant sa singularité et sa spécificité c'est-à-dire son modèle social et ses grands acquis sociaux.

C'est ça le message que nous devons faire passer ce soir. Alors, pour conclure, je voudrais dire : mais debout la gauche, debout la gauche de la prime d'activité qui fait 150 euros chaque mois pour plus de 3,5 millions de foyers et pour des jeunes qui n'avaient pas accédé au RSA. Debout la gauche du tiers payant qui aujourd'hui va permettre l'accès à la santé à tous ceux qui avaient des difficultés à se soigner. Debout la gauche du budget de l'éducation nationale, premier budget de la Nation. Debout la gauche des grands enjeux internationaux, debout la gauche qui a fait la COP 21 et qui a redressé l'image d'un grand pays comme la France pour prendre en compte l'enjeu pour l'Humanité toute entière. Debout la gauche. Réveillons nous, combattons, choisissons d'être fiers de ce que nous sommes, être fiers de ce que nous faisons. C'est ça le message de soir. Merci.

« DEBOUT LA GAUCHE. RÉVEILLONS NOUS, COMBATTONS, CHOISISSONS D'ÊTRE FIERS DE CE QUE NOUS SOMMES, ÊTRE FIERS DE CE QUE NOUS FAISONS. C'EST ÇA LE MESSAGE DE SOIR. »

© Mathieu Delmestre

© Mathieu Delmestre

© Mathieu Delmestre

MYRIAM EL KHOMRI

seul le prononcé fait foi

Chère Nicole,
Cher Stéphane,
Cher Jean-Christophe,
Cher Manuel,
Mes chers camarades,

La France a une immense qualité. Qui est aussi, parfois, son plus grand défaut : un goût immodéré pour l'autocritique, voire l'autodénigrement.
La France reculerait. La France ne travaillerait pas assez. La France serait irréformable. La France laisserait, lâchement, progresser le chômage et l'assistanat… Le french bashing n'a jamais autant prospéré. Permettez-moi pourtant de ne pas succomber à cette mode, et de regarder notre pays autrement, tranquillement, lucidement.
Savez-vous quel pays d'Europe a été le champion de la création d'entreprises en 2015, avec 525.000 entreprises créées ? La France…

« SAVEZ-VOUS QUEL PAYS D'EUROPE A ÉTÉ LE CHAMPION DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES EN 2015, AVEC 525 000 ENTREPRISES CRÉÉES ? LA FRANCE… »

Savez-vous qu'en 2012, lorsque la gauche est arrivée aux responsabilités, l'économie française détruisait 50.000 emplois supplémentaires tous les mois ?
Savez-vous qu'aujourd'hui, enfin, cette spirale est enrayée et que, au cours du dernier trimestre, ce sont 70.000 emplois qui ont été créés ? Savez-vous que le chômage des jeunes a reculé de 40.000 en 2015 ? Je me permets de rappeler, au passage, pour répondre aux leçons de Nicolas Sarkozy, que ce chômage des jeunes avait augmenté de 25% sous son flamboyant quinquennat…
Permettez-moi de voir dans ces résultats l'effet d'une politique gouvernementale volontariste, déterminée. D'une politique gouvernementale qui a su restaurer la compétitivité de nos entreprises, relancer l'investissement, redynamiser la construction, consolider le retour de la croissance, tenir ses engagements à travers les emplois d'avenir et les contrats de génération – qui ont profité à plus de 400.000 de nos concitoyens –, créer la prime d'activité en faveur des plus modestes, lancer la garantie jeunes pour aider ceux que le système a précocement exclus ! Tout cela, c'est à la gauche que nos concitoyens le doivent ! Une gauche toujours soucieuse de mettre le progrès économique au service de la cohésion sociale !

« IL NE TIENT QU'À NOUS DE TRANSFORMER LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ET LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN LEVIERS DE PROGRÈS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL POUR TOUS. »

Je ne prône sûrement pas l'excès de fierté ni l'aveuglement béat. J'entends les impatiences, les mécontentements, les manifestations, y compris ce soir. Et très tôt ce matin. Je sais, en tant que ministre du Travail, que notre chômage ne recule pas assez vite. Je sais en annonçant chaque mois le nombre des demandeurs d'emploi ce que cette réalité statistique brute recouvre de réalité humaine douloureuse. Je sais que l'âge moyen pour obtenir son premier CDI est passé de 22 à 27 ans au cours des 15 dernières années. Je sais que pour beaucoup de nos concitoyens qui alternent chômage, petits boulots et intérim, le CDI est devenu un mirage. Je sais que les contournements du droit du travail se multiplient et que celui-ci perd de sa puissance protectrice. Je sais que cette réalité n'est pas acceptable dans la 6ème puissance économique mondiale. Nous le savons et, justement, sous l'autorité du Premier Ministre, nous agissons.
Mais je sais aussi ce que le monde d'aujourd'hui offre d'opportunités. Ce que les jeunes générations expriment d'envie, de besoin de sens, de besoin d'autonomie, de besoin d'équilibrer autrement leur vie professionnelle et leur vie personnelle. Les schémas pensés par nos parents ne répondront sûrement pas au monde que nous allons laisser à nos enfants. La société fordiste a vécu, personne ne fera plus le même métier toute sa vie, personne ne réalisera plus toute sa carrière dans la même entreprise. Rien de tout cela ne doit nous inspirer de la nostalgie, de la peur, du repli. Au contraire, il ne tient qu'à nous de transformer la révolution numérique et la transition énergétique en leviers de progrès économique et social pour tous. À nous de créer les conditions d'une liberté protectrice pour que chacun, chacune puisse, selon ses besoins, selon ses envies, tirer bénéfice de tous les possibles et pleinement maîtriser son destin. Il ne sert à rien d'idéaliser le passé: concentrons-nous pour préparer l'avenir !

Le projet de loi que je porte au nom du gouvernement se met au service de cette ambition. Avec la volonté assumée de faire bouger les lignes et de projeter notre pays, enfin, dans le 21e siècle.
On nous dit que près de 7 Français sur 10 seraient opposés à ce texte. Soit aussi le nombre de Français qui admettent ne pas en connaître le contenu. Mais si ce projet de loi n'est qu'un retour au 19e siècle - comme l'affirment ses détracteurs avec beaucoup de nuance -, si ce projet de loi détricote intégralement notre Code du travail, si ce projet de loi généralise le dumping social au détriment des salariés, s'il concrétise tous les fantasmes patronaux, comment expliquer que des syndicats réformistes aient choisi de le soutenir ?! Qui a déclaré récemment que son retrait serait une catastrophe pour notre pays ? Le Secrétaire général de la CFDT ! Laurent Berger aurait-il perdu la raison ? Aurait-il été kidnappé et drogué par un gang de patrons fous ?

« ON NOUS DIT QUE PRÈS DE 7 FRANÇAIS SUR 10 SERAIENT OPPOSÉS À CE TEXTE. SOIT AUSSI LE NOMBRE DE FRANÇAIS QUI ADMETTENT NE PAS EN CONNAÎTRE LE CONTENU. »

Je n'ai jamais imaginé qu'être ministre du Travail serait une promenade de santé. Nous n'avons jamais imaginé que ce texte pourrait être débattu sereinement, indépendamment de son contexte. Notre majorité est impatiente de récolter les fruits économiques des efforts que nous avons demandés à nos concitoyens depuis le début du quinquennat. Et elle a raison. Notre majorité a été éprouvée par le débat sur la déchéance de nationalité. Nous savons que les primaires, à gauche et à droite, accentuent le jeu

des postures. Nous savons que les enjeux propres aux acteurs syndicaux poussent à la surenchère.
Mais je sais aussi, sans doute mieux que quiconque, que ce texte n'a rien à voir avec les caricatures qui en sont faites. Alors, laissez-moi, en quelques mots vous l'expliquer tranquillement. Et vous expliquer tranquillement pourquoi, nous socialistes, nous devons en être fiers !

Ce texte, personne ne nous l'a imposé. Je l'assume à 200% parce qu'il est porteur de progrès économique et de progrès sociaux inédits pour nos concitoyens.

« LA DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE, C'EST LA GAUCHE QUI, DEPUIS LES LOIS AUROUX, S'EST TOUJOURS BATTUE POUR LA FAIRE PROGRESSER. CAR LA DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE, CE N'EST PAS UN CODE DU TRAVAIL PAR ENTREPRISE ! »

Ce texte est bon pour nos entreprises – et notamment les plus petites - parce qu'il leur donne plus de souplesse et de visibilité. Le mot de « compétitivité » serait-il tabou ? Notre volonté de développer l'activité serait-elle une trahison de nos valeurs ? Eh bien non… Dire que nous avons besoin de nos entreprises et que nous devons les soutenir, ce n'est pas basculer du côté obscur de la force. Sans naïveté, il faut se départir d'une vision manichéenne du monde de l'entreprise. Ce texte, qui vise à privilégier l'emploi durable au détriment de l'emploi précaire, est bon pour les salariés de ce pays et en particulier pour ceux qui sont aujourd'hui les principales victimes du système : les jeunes, les femmes, les personnes peu qualifiées, les habitants des quartiers populaires. En quoi cette ambition piétine-t-elle notre idéal ?
Ce texte va renouveler le dialogue social dans notre pays et nous aider à construire la social- démocratie à la française que le Président de la République appelle de ses vœux. Car si nous aimons les entreprises, nous, nous aimons aussi les syndicats ! La droite pourrait-elle en dire autant, elle qui pestait, avec Nicolas Sarkozy, contre ces corps intermédiaires si détestables ?
Pour discréditer le dialogue social dans l'entreprise, certains ont agité un épouvantail : « l'inversion de la hiérarchie des normes » . C'est faux : cette loi s'inscrit dans la continuité des lois votées depuis 1982, depuis 1998, depuis 2012, qui, c'est vrai, inversent la hiérarchie des priorités. Priorité à la proximité ! Priorité à la démocratie dans l'entreprise ! Priorité aux salariés et à leurs représentants ! Que disons-nous ? Que les acteurs de terrain sont les mieux placés pour négocier des accords qui tiennent compte à la fois des besoins des entreprises et des aspirations des salariés ! Où est le scandale ? N'est-ce pas ainsi que, déjà, nous avons procédé pour la mise en œuvre des 35h ? En tenant compte de la réalité de chaque entreprise et des choix des partenaires sociaux.
Oublie-t-on que 40.000 accords d'entreprise se négocient chaque année dans notre pays ? Oublie-t-on que ces accords sont à plus de 80% signés par la CGT et par FO ? Les signataires ont-ils le pistolet sur la tempe ? Je pense à ces milliers de militants, de représentants des salariés, de la CFTC, de l'UNSA, de la CFE-CGC, de la CFDT, de FO, de la CGT, qui œuvrent avec succès sur le terrain pour améliorer les conditions de travail de leurs collègues. Ils ont toute notre confiance et tout notre soutien.
La démocratie dans l'entreprise, c'est la gauche qui, depuis les lois Auroux, s'est toujours battue pour la faire progresser. Car la démocratie dans l'entreprise, ce n'est pas un Code du Travail par entreprise ! Cela, c'est le vieux rêve de la droite : plus de durée légale, plus de salaire minimum, plus de règles collectives… Telle n'est pas et telle n'a jamais été notre vision de la société. Et si nous voulons passer à la vitesse supérieure, aujourd'hui, en matière de dialogue social, c'est justement en apportant toutes les garanties nécessaires aux salariés de ce pays ! C'est bien cela être de gauche ! C'est pour cela que nous instaurons le verrou de l'accord majoritaire, qui n'existe pas aujourd'hui. Et en absence d'accord majoritaire, que se passera-t-il ? Le droit existant continuera de s'appliquer ! Où est le risque de régression lorsque l'on donne plus de place et plus de moyens aux partenaires sociaux ?

« OUI, NOTRE PAYS A BESOIN D'UNE DÉMOCRATIE SOCIALE APAISÉE ET RESPECTUEUSE, QUI PRÉFÈRE LE COMPROMIS À L'AFFRONTEMENT. »

La loi doit protéger, évidemment, mais la loi venue d'en haut ne sait pas, ne sait plus traiter de chaque situation particulière de façon juste et efficace. Nous, parce que nous sommes réformistes, nous n'avons pas renoncé à notre ambition de changer la société. Mais, pour changer la société, plus que jamais, il faut agir par le haut et par le bas ! Nous avons décentralisé la République, avec succès, à nous de décentraliser aussi la démocratie sociale ! Si nous ne le faisons pas, qui le fera ? La droite, qui rêve d'un monde sans syndicats ?

« MAIS, CE PROJET DE LOI, C'EST AUSSI PLUS DE DROITS ET PLUS DE PROTECTIONS POUR LES TRAVAILLEURS SAISONNIERS ET, POUR LA PREMIÈRE FOIS, POUR LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS DES PLATEFORMES COLLABORATIVES. C'EST AUSSI PLUS DE MOYENS POUR LUTTER CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL. »

Oui, notre pays a besoin d'une démocratie sociale apaisée et respectueuse, qui préfère le compromis à l'affrontement. Oui nous voulons poser les bases d'un syndicalisme moderne car le syndicalisme d'hier – pas plus que les vieilles recettes politiques - ne nous aidera pas à construire le monde de demain.

Ce monde de demain, il faut en comprendre les ressorts pour nous y projeter sereinement. C'est pourquoi, chers camarades, cette loi ne se contente pas de dynamiser nos entreprises et nos syndicats. Cette loi pose également les bases de la protection sociale du 21e siècle.
Depuis plus de 25 ans, de congrès en assises, nous socialistes réclamons à cors et à cri la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle. Aujourd'hui, nous socialistes, avec la mise en œuvre du Compte Personnel d'Activité, nous passons enfin du discours aux actes ! En phase avec notre histoire, avec notre identité, nous concevons ce qui permettra de mieux protéger les travailleurs. Nous apportons une réponse nouvelle aux nouvelles inégalités qui caractérisent notre monde. Demain, avec le CPA, chacun, chacune pourra bénéficier de la même protection, quelle que soit sa situation: salarié, indépendant, demandeur d'emploi, fonctionnaire… Le Compte personnel d'activité, c'est l'arme d'une liberté protectrice, qui permettra à chacun de maîtriser son destin professionnel, en fonction de ses besoins, de ses envies, de ses compétences. Pour la première fois, avec Clotilde Valter, nous instaurons un droit universel à la formation, pour faciliter toutes les transitions professionnelles, en aidant davantage ceux qui en ont le plus besoin : les décrocheurs scolaires, les salariés sans qualification. Je le dis avec assurance : le CPA sera aussi une arme pour réduire

les inégalités dans notre pays ! N'est-ce pas là notre rôle historique, à nous, socialistes ?! En tout cas, je peux vous faire une confidence, en guise de réponse : le CPA, le patronat n'en veut pas.
Et la Garantie jeunes généralisée, c'est la main tendue à tous ceux que le système relègue à ses marges, tous ceux qui galèrent parce que les hasards de la naissance ont dressé sur leur chemin davantage d'obstacles. La droite, comme d'habitude quand elle ne comprend pas, ou fait mine de ne pas comprendre, crie à l'assistanat.

« À CEUX QUI, DANS L'HÉMICYCLE NOTAMMENT, ONT VOULU ME DONNER DES LEÇONS DE GAUCHE PURE, JE RÉPONDS QUE, MOI, JE NE CONNAIS QUE LA GAUCHE ET LA DROITE. »

Mais, ce projet de loi, c'est aussi plus de droits et plus de protections pour les travailleurs saisonniers et, pour la première fois, pour les travailleurs indépendants des plateformes collaboratives. C'est aussi plus de moyens pour lutter contre le travail détaché illégal. Ce projet de loi c'est l'instauration d'un droit à la déconnexion pour favoriser l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Ce projet de loi, c'est tout simplement la volonté de répondre concrètement aux problèmes du monde du travail d'aujourd'hui.
Je constate, sans surprise, que ce projet a inspiré la droite sénatoriale. Les amendements pleuvent, ils suintent la primaire qui s'annonce et révèlent une surenchère entre toutes les ambitions. La primaire à droite, ce n'est plus une compétition démocratique, c'est un péplum : un casting interminable, une violence débridée, et notre loi implacablement dépecée, autrement dit traitée pour ce qu'elle est : une loi de gauche ! Avec la droite, vous serez servis en matière de droit du travail : fin des 35 heures, fin des heures supplémentaires, piétinement des syndicats, suppression de la garantie jeunes, tout cela au nom d'un libéralisme aussi puéril que brutal, au nom d'une modernité aussi rance qu'agressive.

Vous l'aurez compris, mes chers camarades, ce projet de loi est l'otage de considérations fort éloignées de son objet. C'est ainsi. Cela n'entame en rien ma détermination. Cela n'affaiblit en rien mes convictions. Qui peut prétendre qu'une loi qui renforce nos entreprises, qui renforce nos syndicats, qui renforce les protections des salariés, ne sert pas le progrès social ?
Je ne suis pas dupe. La gauche aussi est très douée pour l'autodénigrement. Ce travers-là n'est pas nouveau. Il est consubstantiel à notre histoire depuis que nous avons dû apprendre à distinguer conquête et exercice du pouvoir. Oui, cet exercice est difficile, exigeant. Plus je suis confrontée au réel et plus se renforce ma volonté de le transformer. Quand elle sert le progrès, je n'ai sûrement pas la réforme honteuse ! Je le dis même haut et fort : je suis réformiste et fière de l'être !!
Car, à quoi sert-il de se prétendre révolutionnaire, si c'est pour défendre le statu quo ?
Jean-Luc Mélenchon nous intente un procès en trahison, en capitulation. Lui qui prétend représenter les insoumis parle en connaissance de cause, tant sont nombreux ceux qui, dans son propre camp, refusent de se soumettre à sa candidature.
Mais je le dis à toutes ces âmes pures : à quoi sert-il de prétendre incarner la gauche authentique et incorruptible, si c'est pour faire la courte échelle à la droite ? Qui, le jour venu, en ferait les frais, sinon nos concitoyens les plus fragiles ?
Nos camarades, si critiques à notre endroit n'ont pas le monopole de la gauche, de ses valeurs, de la défense des salariés de ce pays. Allons-nous continuer longtemps à nous traiter les uns de traitres, les autres d'irresponsables ? A ceux qui, dans l'hémicycle notamment, ont voulu me donner des leçons de gauche pure, je réponds que, moi, je ne connais que la gauche et la droite. Ces deux-là s'affrontent depuis toujours et s'affronteront encore longtemps. Car la promesse d'une société apaisée, tolérante, juste, égalitaire est de notre côté !

« LA CONSTRUCTION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À LA FRANÇAISE NE SE FERA PAS SANS LUTTE NI COURAGE. »

Alors, chers camarades, je nous appelle collectivement au sursaut. Il est temps de faire réentendre la voix des socialistes, avec toi cher Jean-Christophe, d'être aux côtés de nos camarades syndicalistes qui sur le terrain se battent pied à pied, pour faire vivre une autre démocratie sociale. Nous sommes engagés dans une bataille culturelle décisive, pour sortir d'une conflictualité mortifère et faire du dialogue social un moteur de progrès. La gauche doit être au rendez-vous de cette histoire, car c'est son histoire !
La construction de la social-démocratie à la française ne se fera pas sans lutte ni courage. Mais parce que notre projet est juste, je vous appelle à le porter avec fierté !
Vive le Parti-socialiste, vive la Gauche !

© Mathieu Delmestre

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

seul le prononcé fait foi

Monsieur le Premier ministre,
cher Manuel,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, cher Claude,
Monsieur le Porte-parole du Gouvernement, cher Stéphane,
Madame la Ministre, ma chère Myriam,
Mesdames et messieurs les Ministres,

Et puis vous, vous qui êtes venus, vous qui êtes là dans cette salle, dans ce moment particulier. Vous qui vous êtes rassemblés autour de la politique menée par le gouvernement, vous qui êtes présents, vous n'êtes pas le dernier carré d'un combat improbable.

Vous êtes le premier bataillon de ceux qui vont mener la contre offensive politique dans ce pays parce qu'on ne peut plus accepter aujourd'hui ce que l'on veut nous imposer, à savoir une situation où parler de progrès, le construire, par la loi dans une action gouvernementale, serait transformé en déchéance de l'ensemble des salariés.

« LA FRANCE N'A PLUS DE GRAND RÉCIT POUR AFFRONTER LES GRANDS DÉFIS. »

Cher-es ami-es, cher-es camarades,

La France se cherche. Elle ne sait pas par quel bout prendre le réel. La France est en crise, avant tout en crise de description. La France n'a plus de grand récit pour affronter les grands défis. La France se cherche et cela se voit au nombre de paradoxes qui l'agitent. Il y a de très nombreux paradoxes dans la situation politique française.

Le premier paradoxe pourrait être résumé ainsi : La France va mieux dans les chiffres mais elle ne va pas encore mieux dans les têtes. La France va mieux et chaque jour un peu mieux. Et vous le savez, les faits sont têtus :

- Le chômage a baissé pour la deuxième fois consécutive, ce qui n'était pas arrivé depuis 5 ans
- La confiance des ménages s'est nettement améliorée en France pour atteindre son plus haut niveau depuis octobre 2007
- L'investissement des entreprises repart à la hausse, la plus forte depuis la fin 2011
- En 2015, le déficit commercial s'est contracté de 22 % et repasse sous la barre des 50 milliards d'euros, c'est la première fois depuis 2009
- La croissance progresse aussi et même le FMI prévoit 1,5% de croissance pour cette année alors qu'il ne prévoyait que 1,1% en mars, là aussi la plus forte progression depuis 2011.

Et à un moment, le décalage horaire entre les courbes des statistiques et le quotidien des Français va se résorber.

« D'AILLEURS, À L'EXTRÊME GAUCHE ON NE DIT RIEN SUR LA PRIMAIRE DE LA DROITE. ALORS MÊME QUE CE N'EST PAS UNE PRIMAIRE, C'EST UN VÉRITABLE CONCOURS LÉPINE DES MESURES LIBÉRALES ET UN VÉRITABLE CONCOURS LE PEN DES QUESTIONS IDENTITAIRES. »

Le second paradoxe est le suivant: On voit la paille dans l'œil de la gauche mais pas la poutre dans l'œil de la France.

Le problème de la France c'est la droite. Une droite qui n'est pas au rendez-vous des défis. Une droite trop libérale et pas assez sociale. Quant à l'extrême gauche, elle rêve d'un printemps politique, mais on ferme les yeux sur l'hiver social que prépare la droite.

D'ailleurs, à l'extrême gauche on ne dit rien sur la primaire de la droite. Alors même que ce n'est pas une primaire, c'est un véritable concours Lépine des mesures libérales et un véritable concours Le Pen des questions identitaires. Nicolas Sarkozy à Lille va en donner une nouvelle illustration : c'est le retour du discours de Grenoble. Pour lui conquérir les couches populaires, c'est les enfermer dans l'identité.
Quel mépris pour le peuple, pour les couches populaires que de penser qu'en agitant la haine de l'autre, on peut recueillir des voix. Ce ne pas ce que fait, ce que dit, ce que pense la gauche et c'est une grande différence.

Le troisième paradoxe c'est qu'on critique la loi El Khomri n°2 mais on exempte la droite de toute critique sur cette même loi. On a donc l'indignation sélective, l'opposition élective, l'indignation à la carte. Or, il faut parler de la droite, de ce qu'elle dit, de ce qu'elle fait, notamment au Sénat, ou plutôt de ce qu'elle défait au Sénat.Comparaison n'est pas raison, mais ce n'est pas un tort dans la période de regarder ce que veut la droite.

À la Chambre Haute, c'est bas les masques pour la droite. Fidèle à elle-même, elle fait dans la régression sociale sans retenue, sans fard. La loi Travail n°3, elle est de droite. Cela se voit à deux niveaux : Elle purge la loi Travail n°2 de ses mesures de progrès social et elle ajoute des mesures de régression sociale.

Au Sénat, la droite supprime toute mesure de progrès :

- Exit les 35 heures
- Exit aussi les 24 heures minimum de temps partiel
- Exit le compte engagement citoyen du Compte Personnel d'Activité, qui permettait aux personnes d'intervenir dans des associations
- Exit le compte pénibilité
- Exit la généralisation de la garantie jeune

Au fond, avec la droite c'est exit le progrès. La droite est pour le progrexit.

Au Sénat, la droite ajoute des mesures de régression :

- Licenciements économiques simplifiés

« À LA CHAMBRE HAUTE, C'EST BAS LES MASQUES POUR LA DROITE. »

- Introduction de la possibilité dans les entreprises de moins de 50 salariés dépourvues de délégué syndical, de passer un accord avec le délégué du personnel ou le comité d'entreprise, non mandatés
- Suppression de la représentativité syndicale dans les réseaux de franchisés
- Plafonnement des indemnités accordées par le juge prud'homal
- Doublement des seuils sociaux en passant de 11 à 20 et de 50 à 100.

Voici donc la loi Travail n°3, la loi de la droite, la loi « visant à instituer de nouvelles précarités et de nouvelles régressions pour les entreprises et les actifs ». Cette loi présentée par la droite

n'est qu'un exemple, un court extrait du film d'horreur qui se déploierait si la droite venait à l'emporter. Pour l'instant, la droite dure cherche encore son champion.

Si l'on en croit les résultats des sondages, l'ancien Premier ministre Alain Juppé semble avoir de bonnes chances de jouer un rôle important lors des primaires de la droite en novembre prochain, et donc au moment de l'élection présidentielle de 2017. Quelle alternative de politique économique propose-t-il ? On en a une idée précise grâce à la publication récente d'un livre où le candidat affiche la couleur.

Lui président, le contrat à durée indéterminée (CDI) est conservé, mais les motifs de rupture en seront prédéterminés à l'avance et en cas de conflit, les indemnités prud'homales seront plafonnées. Le référendum d'entreprise sera généralisé et rendu possible dès que le chef d'entreprise et un seul syndicat représentatif en seront d'accord. Les obligations sociales liées aux seuils de passage à un nombre supérieur de salariés seront gelées pendant cinq ans.

« ELLE PURGE LA LOI TRAVAIL N°2 DE SES MESURES DE PROGRÈS SOCIAL ET ELLE AJOUTE DES MESURES DE RÉGRESSION SOCIALE. »

Lui président, côté secteur public, les dépenses seront réduites à 50 % du produit intérieur brut (PIB), contre 57 % aujourd'hui, une énorme ponction sur la demande intérieure. Comme «l'Etat ne sait pas être un bon actionnaire», les privatisations seront à l'ordre du jour. Les effectifs de la fonction publique seront réduits de 200 000 à 250 000 personnes.

Lui président, le message est clair : il faudra travailler plus. La durée légale de 35 heures sera supprimée grâce à un passage possible pour toutes les entreprises qui le souhaitent à 39 heures. Il faudra travailler plus et plus longtemps avec un report de l'âge de la retraite. Les fonctionnaires devront aussi travailler plus longtemps. Pour le candidat aux primaires de la droite, le progrès, c'est travailler plus pour gagner moins.

Lui président, avec une réduction des impôts sur les revenus du capital et la suppression de l'impôt sur la fortune. L'impôt sur les sociétés sera ramené progressivement vers 22 %. Le quotient familial sera relevé de manière importante. Les salariés devront passer plus de temps à travailler et les riches pourront mieux profiter de leurs rentes, ce qui permettra aux plus riches de payer moins d'impôts.

Voilà, le programme de Monsieur Juppé, la casse sociale mais, avec le sourire, l'austérité heureuse en somme.
Le plus grave sans doute, c'est que Monsieur Juppé passe pour être un des plus « soft » dans la primaire de la droite.

« VOICI DONC LA LOI TRAVAIL N°3, LA LOI DE LA DROITE, LA LOI « *VISANT À INSTITUER DE NOUVELLES PRÉCARITÉS ET DE NOUVELLES RÉGRESSIONS POUR LES ENTREPRISES* ET LES ACTIFS ». »

Alors, s'il force sa nature en essayant d'être humble, vous allez voir, le naturel va revenir au galop. En voie de balladurisation, le champion de la casse sociale va se faire cassant contre ses adversaires de la primaire et puis contre les Français qui ne reconnaitront pas son génie.

Nous avons commencé en évoquant les paradoxes qui agitent la politique française. Ce serait peut-être le dernier paradoxe à évoquer mais à éviter : Savoir ce que la droite ferait demain mais ne pas le dénoncer aujourd'hui.

Oui, « Au secours la droite revient », mais en plus aujourd'hui, elle prévient. Au Sénat on nous en donne l'expression la plus claire.

Alors voilà ! Vous vous posez la question : Pourquoi ? Alors que la France va mieux ? Pourquoi ? Alors que l'ultra gauche est dans la violence réelle ? Pourquoi ? Alors que la droite est dans la violence symbolique d'un programme ultra libéral ? Pourquoi ? Alors que l'extrême droite xénophobe se fait discrète pour mieux surgir ? Pourquoi une telle violence quotidienne et récidivante contre le Parti socialiste, le Gouvernement et le Président ?

Tout simplement parce que l'oligarchie, l'aristocratie, le système – appelez cela comme vous voulez – ont choisi le casting des années à venir : le face-à-face entre Marine Le Pen, Alain Juppé et une gauche écologiste mélenchonisée.

Les petits marquis médiatiques, les gros bonnets de l'oligarchie ne veulent pas du juste équilibre. Une droite ultra libérale et un front national et une extrême gauche dans la rue.

Eh bien nous ne nous laisserons pas faire ! Parce que laisser la droite et l'extrême droite face-à-face c'est la certitude de les retrouver demain coude-à-coude. Laisser mélenchoniser la gauche ? C'est la condamner à la marginalité.

Il y a un chemin entre ceux qui veulent tout défaire et ceux qui ne veulent rien faire : C'est la gauche constructive !
Cette gauche qui défend un modèle équilibré pour la France. Cette gauche qui veut l'égalité réelle. Cette gauche qui veut la liberté ordonnée ! Cette gauche qui veut la fraternité laïque ! Une gauche social écologique qui donne sens à la République.

Il n'y a pas de République sans équilibre. Le programme de la droite veut semer la fin de notre modèle social. Il récoltera la violence.

Le programme de l'extrême droite veut rêver la fin de l'Europe, la fin de la République ? L'extrême droite veut détruire. Nous voulons construire.

Il y a un chemin pour autre chose que celui que l'oligarchie a dessiné pour notre pays.

Nous devons nous rassembler et rassembler tous ceux qui refusent la violence des projets des uns et la violence sans projets des autres.

« LE PLUS GRAVE SANS DOUTE, C'EST QUE MONSIEUR JUPPÉ PASSE POUR ÊTRE UN DES PLUS « *SOFT* » DANS LA PRIMAIRE DE LA DROITE. »

Nous voulons rassembler tous ceux qui refusent la société de marché mais comprennent l'économie de marché. Tous ceux voulant affronter avec des valeurs de gauche la révolution de l'immatériel, les défis climatiques, la nouvelle donne géopolitique, le terrorisme, les préjugés, les réfugiés, la crise européenne.
Devant les crises, certains ont des réflexes d'escargot : ils rentrent dans leur coquille. Nous voulons, nous, socialistes, écologistes, militants démocratiques, républicains, affronter la crise pour pouvoir la maîtriser. C'est ce qui nous distingue de tous les autres.

Nous le faisons alors dans la Belle Alliance Populaire où socialistes, radicaux, écologistes, démocrates, syndicalistes, associatifs construisent une fédération pour affronter les défis nouveaux, mais aussi le redressement de la France que nous ne voulons pas voir dilapidée par l'immobilisme des uns et l'activisme libéral des autres.

Parce que ce redressement c'est aux efforts des Français qu'on le doit.
Ce meeting était nécessaire pour souligner combien le chemin de « la gauche constructive » différait de la « droite destructive ».

« OUI, « *AU SECOURS LA DROITE REVIENT* », MAIS EN PLUS AUJOURD'HUI, ELLE PRÉVIENT. »

Ce meeting était nécessaire pour souligner combien la loi Travail n°2 différait de la loi Travail numéro n°1, et combien elle était opposée à la loi Travail n°3, issue de la droite sénatoriale.
Ce meeting était nécessaire pour dire que le temps de la contre offensive est lancée. Dire aux Français que cela va mieux. Dire aux Français que notre chemin, celui du juste équilibre, est le seul praticable. Dire aux Français que nous ne baissons pas les bras devant les défis. Dire aux Français que nous voulons rassembler tous ceux qui veulent avancer ! Qui veulent défendre un réalisme social écologique !

« IL N'Y A PAS DE RÉPUBLIQUE SANS ÉQUILIBRE. »

Qui veulent un nouveau souffle européen porté par une République nouvelle !

Parce que nous refusons que la France ait le destin des feuilles mortes, nous nous rassemblons aujourd'hui pour combattre.

« DEVANT LES CRISES, CERTAINS ONT DES RÉFLEXES D'ESCARGOT : ILS RENTRENT DANS LEUR COQUILLE. NOUS VOULONS, NOUS, SOCIALISTES, ÉCOLOGISTES, MILITANTS DÉMOCRATIQUES, RÉPUBLICAINS, AFFRONTER LA CRISE POUR POUVOIR LA MAÎTRISER. C'EST CE QUI NOUS DISTINGUE DE TOUS LES AUTRES. »

© Mathieu Delmestre

MANUEL VALLS

seul le prononcé fait foi

Cher Jean-Christophe, Chère Myriam,
Cher Stéphane, Chers amis,

Beaucoup nous ont dit : mais pourquoi ce meeting ? Un énième meeting, pour quoi faire ?
Moi, j'ai une conviction : nous sommes rassemblés, ce soir, car notre pays est à un moment déterminant, un tournant même.
Nous tous, dans nos vies quotidiennes, nos vies de militants, dans nos responsabilités, nous le sentons bien : il y a, à la fois, cette défiance, ces crispations, cette radicalité, cette violence qui s'immiscent de plus en plus, dans le débat public.
Il y aussi ce besoin d'oxygène, de débat, de réformes, ce besoin d'énergies positives.

Au fond, quel est le choix qui se présente devant nous ? Les méthodes régressives de la droite ? C'est-à-dire une mise en cause de notre modèle social ? L'immobilisme ? C'est-à-dire le déclin ? Ou bien bâtir ensemble des réformes faites de compromis et de progrès ?

Ce soir, nous sommes rassemblés.
Nous tous, autour de toi, cher Jean-Christophe, le premier des Socialistes, de tous les Socialistes ; toi qui es le garant assidu de l'unité et de la combativité de notre parti. Je sais … que ce n'est pas une mission de tout repos …
Nous tous, autour de toi, également, cher Stéphane, ministre de l'Agriculture, mais aussi porte-parole du gouvernement, qui assume, avec courage, franc parler, ce rôle d'expliquer l'action que nous menons et les reformes que nous entreprenons !
Autour de toi, enfin, chère Myriam qui, sur les bancs de l'Assemblée nationale et désormais du Sénat, te bats avec pugnacité pour défendre ce projet de loi Travail, cette grande réforme du quinquennat !

Je salue tous les ministres et tous les parlementaires présents qui, depuis quatre ans, portent nos engagements, débâtent loyalement, votent des lois de progrès, qui ont transformé notre pays.

Je salue tous les militants – et je sais que ce n'est pas toujours facile car il y a trop de doutes dans nos rangs, car vous êtes en première ligne face aux questionnements, aux invectives, à la violence et parfois au désespoir qui s'expriment. Vous soutenez notre action. Vous menez ce travail essentiel de conviction.

Nous sommes tous là rassemblés, avec un point commun. Si nous nous sommes engagés, c'est pour agir pour notre pays, pas regarder l'histoire se dérouler sous nos yeux.
Notre pays est à la croisée des chemins. Nous voulons agir, car nous tous sentons bien que nous sommes à la croisée des chemins.
À la croisée des chemins, d'abord, pour notre démocratie sociale.
La France est une grande démocratie … par la place qu'elle a su accorder et accorde aux partenaires sociaux. C'est la marque du quinquennat de François Hollande. Mais, la démocratie sociale, ce n'est pas l'opposition par principe, les surenchères. Pour fonctionner, il faut que tous les acteurs – syndicats, patronat et gouvernement – prennent leurs responsabilités.

« AU FOND, QUEL EST LE CHOIX QUI SE PRÉSENTE DEVANT NOUS ? LES MÉTHODES RÉGRESSIVES DE LA DROITE ? C'EST-À-DIRE UNE MISE EN CAUSE DE NOTRE MODÈLE SOCIAL ? L'IMMOBILISME ? C'EST-À-DIRE LE DÉCLIN ? OU BIEN BÂTIR ENSEMBLE DES RÉFORMES FAITES DE COMPROMIS ET DE PROGRÈS ? »

Prendre ses responsabilités, pour les syndicats demandant le retrait du projet de loi Travail, c'est dire pourquoi ils veulent empêcher les avancées sociales que sont le compte personnel d'activité. Pourquoi ils refusent les droits à la formation pour ceux qui en ont besoin, ou le prolongement des bourses pour les étudiants. C'est dire pourquoi ils refusent – et comment le comprendre ? – de laisser plus de place au dialogue en entreprise !
Prendre ses responsabilités, pour le patronat, c'est cesser ce chantage à l'emploi chaque fois qu'il n'obtient pas ce qu'il veut. C'est aussi savoir reconnaître tout ce que ce gouvernement a fait pour les entreprises – leur compétitivité, leur capacité d'innovation.
Prendre ses responsabilités, c'est aussi, pour mon gouvernement, reconnaître les erreurs. Oui, nous nous sommes mal expliqués ! Oui, beaucoup de Français ont compris que nous ne faisions que de la flexibilité pour les entreprises, sans aucune sécurité pour les travailleurs ! C'est faux : il y a un équilibre. Il est exigeant.

« SI, AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, J'ASSUME CETTE LOI TRAVAIL, CE N'EST PAS PAR ENTÊTEMENT, CE N'EST PAS UNE POSTURE, C'EST PARCE QU'ELLE AGIT DANS L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DES FRANÇAIS. »

Nous poursuivrons autant que nécessaire le dialogue. Et ce dialogue donne des résultats : l'accord conclu sur les carrières dans la fonction publique, l'accord conclu à la SNCF qui parachève la réforme ferroviaire, l'accord conclu entre les professionnels du spectacle sur l'indemnisation chômage des intermittents, l'accord conclu entre les partenaires sociaux pour consolider les régimes de retraite complémentaire, ou encore les accords de compétitivité conclus chez PSA, Renault, STX qui se traduisent par de nouveaux marchés, et de nouveaux emplois.

Le dialogue est nécessaire, mais en gardant toujours en tête ce qui est bon pour notre pays.
Si, avec le Président de la République, j'assume cette loi Travail, ce n'est pas par entêtement, ce n'est pas une posture, c'est parce qu'elle agit dans l'intérêt supérieur des Français, pour ces salariés, ces ouvriers qui veulent avoir plus leur mot à dire sur les grandes décisions de leur entreprise. Et nous leur donnons la parole !
C'est cela et rien d'autre ce fameux article 2 ! Assez de raccourcis ! De caricatures ! Car enfin, quand le Secrétaire général de la CFDT – qui n'est pas un syndicat minoritaire … – dit que ce texte est bon pour les employés, que c'est du progrès social, c'est bien une preuve supplémentaire que nous devons tenir.
Nous ne serons pas le énième gouvernement qui recule devant une réforme essentielle pour notre pays !

Car regardons la réalité : le monde de l'entreprise a profondément évolué ! Les salariés ont plus de polyvalence et d'autonomie. Les relations entre

dirigeants, encadrement et employés sont en pleine mutation. Tous ces changements remettent en cause les modes d'organisation du dialogue social. Oui, le monde du travail change à toute vitesse.
Il est hors de question de nier l'opposition entre le capital et le travail ; de nier les rapports de force inégaux ... Nous avons tous en tête des exemples de la violence d'une quête effrénée de rentabilité mettant les travailleurs à la porte. Mais, chercher systématiquement à opposer salariés et employeurs est une ineptie, car l'entreprise est une aventure collective. Nous avons besoin d'entreprises performantes : PME, ETI, start-ups. Car des entreprises qui marchent, ce sont des entreprises qui créent de l'emploi, qui permettent à leurs salariés de progresser. C'est notre économie qui se renforce !

Ce que nous sommes en train de construire avec la décentralisation du dialogue social, ce sont des nouveaux rapports dans l'entreprise, basés sur la confiance entre les acteurs de terrain.
Il faut abandonner cette vieille approche qui voudrait que les mêmes règles s'appliquent à toutes les entreprises, comme si toutes étaient les mêmes, comme si elles intervenaient sur un même marché, comme si leurs cycles de production étaient identiques. Mais il faut, aussi, un cadre clair, avec des garanties protégeant les plus faibles. Il ne s'agit pas, comme la droite le propose, de déréguler, de livrer chacun à la loi du marché, de faire du salarié une variable d'ajustement. Les travailleurs ont besoin de droits respectés. La loi en est garante.

« NOTRE DÉMOCRATIE SOCIALE EST À LA CROISÉE DES CHEMINS ... LA GAUCHE RÉFORMISTE ÉGALEMENT. »

Un exemple : celui des plateformes d'économie collaborative. Elles offrent des opportunités formidables. Elles sont parfois pour les jeunes qui y travaillent, une alternative au chômage. Mais trop souvent, ces plateformes imposent leur état de fait à l'Etat de droit. Il faut donc anticiper, accompagner les innovations, mais aussi protéger les personnes, les salariés, les artisans. Voilà un chantier sur lequel nous devrons avancer.
Notre démocratie sociale est à la croisée des chemins ... la gauche réformiste également. Car nous sommes en train de démontrer, avec constance et dans la durée, à l'épreuve des responsabilités, et dans une période difficile, que notre voie est juste, qu'elle est efficace. Il s'agit bien d'une clarification indispensable.
La division dans nos rangs nous a tous fait du mal, et en premier lieu, elle nous a coupé des Français. Mais, je le dis avec force : depuis 2012, la gauche n'a jamais autant fait pour changer les choses !

« NOUS DEVONS TENIR POUR RÉUSSIR MENER LE COMBAT, CAR NOUS POUVONS, ET PEUT-ÊTRE QUE NOUS SOMMES EN TRAIN, DE RÉUSSIR. »

Nous avons investi massivement dans l'école, la recherche, la sécurité. Nous avons consolidé notre Etat, quand d'autres avant nous – et ils voudraient récidiver – ont voulu l'affaiblir, avec moins de policiers, de professeurs, de juges ou d'infirmiers. L'Etat, c'est la colonne vertébrale de notre Nation. Celui vers qui l'on se tourne dans l'épreuve. Et nous l'avons vu ces derniers jours avec les inondations, la puissance publique répond présente pour protéger, sauver, accompagner, aider à reconstruire.
Nous sommes allés vers plus de justice fiscale – ce que toute la gauche attendait – en taxant davantage le capital, en ajoutant une tranche supplémentaire à l'impôt sur le revenu, en initiant le prélèvement à la source. Et avec la loi que défend Michel SAPIN, nous allons lutter mieux encore contre la fraude fiscale et ces rémunérations indécentes que certains dirigeants peuvent s'octroyer librement.

Je demande également de regarder notre politique pour la jeunesse, ce que nous avons fait pour l'accès aux soins, au logement, pour que ceux qui ont eu des carrières longues ou pénibles puissent partir à la retraite plus tôt !
Partout, nous avons mis davantage de moyens là où les difficultés étaient les plus grandes. Nous avons agi pour les habitants de nos quartiers populaires ; agi pour les habitants des territoires ruraux. Nous avons soutenu les décrocheurs ou chômeurs de longue durée pour les amener vers l'emploi.
Quant au pouvoir d'achat, pour la troisième année consécutive, nous baissons l'impôt sur le revenu des ménages modestes et des classes moyennes. Nous avons, dans le plan pauvreté, créé la prime d'activité, qui complète le salaire de ceux qui gagnent moins de 1500 euros. Nous avons revalorisé les prestations sociales, et notamment les petites retraites et le RSA. Nous avons créé la garantie jeunes, et nous allons la généraliser pour que tous les jeunes de moins de 25 ans en difficulté soient accompagnés vers l'emploi. Nous avons agi pour réduire les frais de santé, les mutuelles, toutes ces dépenses qui pèsent lourdement dans le budget des Français.
Je vais vous faire cette confidence ...
Je suis déconcerté quand je vois un ancien Premier ministre de la France – il l'a été pendant cinq ans ... il n'y a pas si longtemps –, candidat aux primaires de la droite, découvrir la condition sociale, la détresse de millions de Français ...
Plus déconcerté encore, pour ne pas dire choqué quand, il propose avec beaucoup de candeur un plan pauvreté ! Mais ce plan pauvreté, il existe ! Nous l' avons mis en place, dès le début du quinquennat ... quand le sus-mentionné a quitté les responsabilités !
Alors, comme vous, je n'accepte pas tous ces procès en trahison de la gauche, ces anathèmes, ces querelles d'arrière-garde. Ils ne font que nous affaiblir collectivement. A un moment où nous devons être forts, pour mener le combat.

« ASSUMONS, ET SOYONS FIERS DE CE QUE NOUS AVONS ACCOMPLI ! JAMAIS NOTRE PAYS N'A CONNU UN TEL MOUVEMENT DE RÉFORMES ! »

Nous devons tenir pour réussir.
Mener le combat, car nous pouvons, et peut-être que nous sommes en train, de réussir.
Réussir, c'était d'abord s'en donner les moyens et rattraper le retard accumulé depuis trop d'années.
Car, d'où venons-nous ? En 2012 – nous ne l'avons pas assez dit ! – la droite, qui aujourd'hui avance ses propositions, donne des leçons, a laissé la France en bien mauvais état. Elle a laissé une France inégalitaire, en faillite de ses comptes publics, avec des entreprises en perte de compétitivité, et donc un modèle social à bout de souffle.
Il y avait un besoin impérieux de réformer.
Avec courage, nous nous sommes attaqués au déficit ! Nous avons réarmé nos entreprises, notre industrie face à la concurrence internationale. Nous avons pris des mesures spécifiques pour nos TPE et PME. Nous avons simplifié, assoupli, levé un à un certains verrous qui entravaient notre économie, pour que la France avance à nouveau, qu'elle retrouve de la confiance, de la croissance et donc des emplois.
Nous avons misé sur l'investissement, sur les secteurs d'avenir.
Assumons, et soyons fiers de ce que nous avons accompli ! Jamais notre pays n'a connu un tel mouvement de réformes !
Réussir, c'est ensuite, grâce aux réformes engagées, obtenir des premiers résultats.
La réalité, c'est que les choses vont mieux. Bien sûr, beaucoup de Fran-

çais ne le ressentent pas, et il faut être modestes. Mais les premiers résultats sont là ! En 2015, la croissance est revenue : 1,2 %. Ce mouvement s'accélère en 2016, avec 0,6 % sur le seul premier trimestre, ce qui conforte notre prévision d'une croissance à 1,5 % sur l'année.
C'est dû à l'investissement des ménages qui repart – le moral des ménages est d'ailleurs au plus haut depuis 2007. C'est dû aussi à l'investissement des entreprises.

« LES SYNDICATS DOIVENT POUVOIR PORTER, PLUS QU'ILS NE LE FONT, LA VOIX DE LEUR BASE. »

La conséquence ... C'est que les entreprises, créent, à nouveau, des emplois : plus de 100 000 en 2015. Et déjà 70 000 demandeurs d'emploi en moins en 2016. Il faut donc poursuivre !
Ce qui implique de la ténacité ... nous n'en manquons pas !
Ce qui implique aussi de la détermination. Car réformer, c'est tenir la ligne, ce n'est pas zigzaguer. C'est savoir, et dire, où l'on va. Nous devons aux Français cette clarté.
Mais, dans un monde de plus en plus complexe, dans un monde où l'exercice du pouvoir démocratique s'est autant complexifié, nous devons miser plus encore sur le dialogue.

Nous entendons, à droite, les sirènes de l'autoritarisme ... Elle veut effacer les corps intermédiaires, se méfie tellement du Parlement qu'elle s'apprête à gouverner par ordonnance. L'extrême droite, elle, voudrait un référendum permanent – rejointe par le président du parti Les Républicains ! Ce qu'ils proposent : tout simplement le contournement de nos institutions.
Nous devons, quant à nous, faire encore davantage le choix de l'intelligence collective. Faire confiance aux citoyens, puiser dans leur force – c'est pour cela que j'organise ces rencontres citoyennes, à Evry, ou à Clermont-Ferrand, demain. Nous devons parier sur le dialogue, avec tous les syndicats qui aspirent à relever ce défi de la co-construction, sans renverser la table, ni vivre éperdument avec ce vieux mythe du grand soir. Le temps où l'on pouvait tout décider d'en haut est révolu.
Les syndicats doivent pouvoir porter, plus qu'ils ne le font, la voix de leur base. Et donc il faudra encourager les salariés à se syndiquer, à s'exprimer sur la vie de l'entreprise, grâce à l'ouverture plus large des consultations directes de salariés, développer le recours au chèque syndical. Ceux qui craignent le fait syndical dans l'entreprise – je pense à certaines organisations patronales – devraient réfléchir aux conséquences ! Car sans instance représentative, il n'y a pas de dialogue possible. Il faudra, plus largement, faire valoir l'utilité du dialogue social à l'ensemble de la société française, agir pour cela dès l'école, dès l'université.
Nous devons, également, réformer nos institutions pour répondre aux attentes de proximité, de participation citoyenne, mais aussi d'efficacité. Là aussi, nous avons beaucoup fait ! Non cumul des mandats, parité, ouverture des recrutements de la fonction publique ... Mais il faudra aller beaucoup plus loin. Nous devrons aller chercher, associer tous ceux qui le souhaitent à la rénovation de notre vie publique. C'est comme cela, et comme cela seulement, que nous combattrons le malaise démocratique et cette tentation croissante du vote extrême.

Voilà le modèle social-réformiste que nous devons construire, la société du contrat que nous devons bâtir.
Réussir, c'est enfin, dessiner le jour d'après, dire ce que nous voulons pour la France, quel est notre projet de société.
C'est d'abord et toujours la République, que nous devons refonder.
Soyons lucides : notre pays craint le délitement, sombre dans la peur de l'autre. Et les Français se posent des questions : sommes-nous condamnés à nous diviser, à nous déchirer ? Sommes-nous encore capables de construire quelque chose ensemble, de redonner un destin à la France et à nos enfants ?
Pouvons-nous rester nous-mêmes, avec nos valeurs – égalité femmes hommes, liberté de conscience et d'expression, laïcité – tout étant ouverts au monde, tout en accueillant – ce qui implique des règles claires et appliquées avec fermeté et humanité – ceux qui nous rejoignent ? Ou bien allons-nous nous barricader, chacun dans notre quartier ...

« C'EST D'ABORD ET TOUJOURS LA RÉPUBLIQUE, QUE NOUS DEVONS REFONDER. »

Moi je refuse de tomber dans une France morcelée, où s'érigent des barrières étanches entre riches et pauvres, entre salariés et entrepreneurs, entre les responsables et le peuple. Je veux une République une et indivisible, solidaire et fraternelle.
Or, qui est capable de retisser les liens, de redonner confiance, de susciter un nouvel espoir, sinon la gauche ! Seule la gauche est capable de combattre les humiliations et les discriminations, tout en restant inflexible sur les valeurs qui nous rassemblent. Seule la gauche est capable de tenir face aux déchirures et aux divisions, tout en cherchant constamment à apaiser. Seule la gauche est capable de redonner à la France un destin à la hauteur de son histoire républicaine.

La République, c'est le collectif. C'est aussi la reconnaissance de l'individu. Chacun doit être en capacité de s'épanouir, de développer ses projets, de construire sa vie.
Nous voulons une société où les obstacles, les conservatismes, la défiance, les peurs, s'effacent pour laisser place à l'aspiration de chacun de créer son destin. Nous voulons une société dans laquelle personne ne se résigne à dire « ce n'est pas pour moi ». Une société qui casse les déterminismes et émancipe les individus.
Cela passe bien sûr, par le travail, qui permet à chacun de trouver sa place. J'en reviens donc au projet de loi que porte Myriam El Khomri.

« NOUS VOULONS UNE SOCIÉTÉ OÙ LES OBSTACLES, LES CONSERVATISMES, LA DÉFIANCE, LES PEURS, S'EFFACENT POUR LAISSER PLACE À L'ASPIRATION DE CHACUN DE CRÉER SON DESTIN. »

Cette loi, c'est donner plus de responsabilités aux salariés sur le terrain, pour décider par eux-mêmes.
C'est aussi refuser de se faire une raison face au chômage de masse qui sévit depuis 30 ans : et ouvrir le marché de l'emploi à ceux qui en sont exclus, et notamment aux jeunes. C'est permettre à tous ceux qui enchaînent les CDD – cette nouvelle précarité qui en entraîne d'autres pour un logement, un prêt – de trouver enfin un emploi stable.
Cette loi, c'est également de meilleures possibilités de se former tout au long de sa vie professionnelle. C'est donc pouvoir évoluer, progresser, lancer son activité, entreprendre. C'est pouvoir apprendre un métier quand on a quitté l'école sans diplôme, ou qu'on a peu de qualifications. C'est pouvoir toujours prendre un nouveau départ ! Tout cela n'existait pas avant !

Et il faudra, oui, réfléchir, inventer de nouvelles solutions, bâtir de nouvelles utopies, car ce sont elles qui font avancer ! Hier, le revenu minimum d'insertion, la couverture maladie universelle. Demain, le revenu universel !
Ce que nous créons, avec ce projet de loi Travail, c'est ce filet de protection qui permet à chacun de prendre des risques. C'est cette fameuse « sécurité sociale professionnelle » dont on parle tant. Tout cela, c'est du progrès social. Je pense au droit à la déconnexion,

au renforcement de la lutte contre les fraudes au détachement, à la couverture accident du travail pour les travailleurs indépendants de plateformes numériques !

Mes chers amis,
La gauche n'a pas à promettre des rêves. Cela a longtemps été la source des plus grandes déceptions ... la gauche doit permettre à chacun de concrétiser les siens !
Elle doit mettre chacun en capacité de réaliser ce pour quoi il est fait. C'est cela l'émancipation ! C'est donner la force d'agir à ceux qui n'ont pas toutes les cartes en main. Donner la force d'agir à ceux qui n'ont pas les ressources. Donner la force d'agir à ceux qui ne maîtrisent pas les codes.
Donner la force d'agir à ceux qui n'ont pas les bons contacts, Donner la force d'agir à ceux qui soi-disant n'ont pas la bonne adresse ... Et RE-donner la force d'agir à tous ceux qui n'y croient plus. RE-donner confiance à tous ceux qui l'ont perdue.
La force d'agir, la force d'inventer, la force de se RE-inventer, bref la force de créer – créer une famille, une association, une entreprise, un projet collectif, une œuvre – c'est cela que j'appelle la société de créateurs.
Et c'est parce qu'on est en capacité de créer, qu'on ait en capacité de partager, en toute solidarité.
Au fond, quand nous investissons dans l'Ecole, dans la Culture, dans la Justice, dans la sécurité – pour casser cette première inégalité qu'est l'insécurité ; quand nous levons les blocages, les conservatismes, quand nous réformons, nous donnons aux individus la force d'agir.

« C'EST À NOUS DE CONVAINCRE QUE TOUT N'EST PAS JOUÉ. ET NOUS AVONS POUR CELA BESOIN DE TOUS LES TALENTS. TOUS CEUX DU GOUVERNEMENT ! DE NOS ÉLUS ! DE NOS MILITANTS ! LA GAUCHE EST GRANDE QUAND ELLE S'ADRESSE À TOUS ET QUE SON DESTIN SE CONFOND AVEC CELUI DE LA FRANCE ! »

Mes chers amis,

Un grand débat est en train de s'ouvrir devant les Français. Parce que nous aimons la France, que nous voulons pour elle le meilleur, nous devrons convaincre.
Convaincre au milieu de l'inquiétude ambiante. Parce que nous vivons dans une époque de grandes menaces. Les Français, alors même que notre pays accueille à nouveau un grand événement international – l'Euro de football – craignent pour leur sécurité.
Il y aussi de la violence dans notre société : la violence sociale de la droite, mais aussi la violence politique de l'extrême droite, la violence de l'ultra gauche et, disons-le, cette contestation qui met en danger notre démocratie.
Ces conceptions autoritaires, ces blocages ne doivent pas l'emporter. Nous devons nous rassembler, incarner cette force, cette solidité qui tient dans l'épreuve.
L'épreuve, cela forge. Pas seulement le caractère ! Dans la dureté du pouvoir, dans la résistance aux renoncements, aux égarements, dans le choix d'avancer, plutôt que de subir, la gauche se forge.
La gauche c'est l'histoire de ma vie. J'assume d'être en première ligne parce que je connais l'histoire politique de notre pays ; parce que je sais ce que la France doit à la gauche ! Je sais où en serait la République sans le camp du progrès !
C'est à nous de convaincre que tout n'est pas joué. Et nous avons pour cela besoin de tous les talents. Tous ceux du gouvernement ! De nos élus ! De nos militants !
La gauche est grande quand elle s'adresse à tous et que son destin se confond avec celui de la France !
Mes chers amis, je vous le dis : nous devons tenir car nous devons, et nous allons réussir !

Vive la gauche ! Vive la République ! Vive la France !

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DE L'ENSEMBLE DES DISCOURS EN VIDÉO SUR www.parti-socialiste.fr

© Mathieu Delmestre

© Mathieu Delmestre

10, rue de Solférino, 75333 Paris - Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 77 52 • hebdo@parti-socialiste.fr • **DIRECTRICE DE LA RÉDACTION ET DE LA PUBLICATION** • Olivia Polski • **DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION** • Karine Gautreau • **COORDINATION ÉDITORIALE** • Christophe Disic • **RÉDACTEUR** • Christophe Disic • **PHOTOGRAPHE** • Mathieu Delmestre • **MAQUETTE** • Stéphanie Zoete • **FLASHAGE ET IMPRESSION** • PGE (94) Saint-Mandé • **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 1118P11223 • **ISSN** 127786772 • "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 22000 exemplaires